

Le projet de budget européen 2021-2027 ne satisfait personne

Union européenne Les Etats membres ont eu un premier échange de vues. Concilier les positions tranchées sera un travail de longue haleine.

J'ai bien compris que nos propositions ne répondaient aux attentes de personne." Le commissaire européen au Budget, Günther Oettinger, a résumé l'atmosphère des premiers échanges de vues entre Etats membres sur le cadre financier pluriannuel (CFP) 2021-2027, qui se sont tenus ce lundi, à Bruxelles. La proposition de la Commission ne fait pas l'unanimité – le contraire eût d'ailleurs été étonnant. Il n'empêche que les écarts entre ce que veulent, ou ne veulent pas, les uns et les autres laissent envisager des débats âpres, qui risquent de tirer en longueur, avant d'aboutir à un accord qui doit être conclu à l'unanimité des Vingt-sept. D'autant que le CFP 2021-2027 doit répondre à un double défi: amortir la perte pour le budget européen causée par le départ du Royaume-Uni, de l'ordre de 13 à 14 milliards d'euros annuels, et trouver les moyens pour financer les nouvelles priorités de l'Union (migration, recherche et innovation, sécurité, jeunesse...) sans (trop) sacrifier les politiques traditionnelles que sont la Politique agricole commune (Pac) et les fonds pour la cohésion territoriale.

La Commission propose un CFP post-2020 de 1 279 milliards d'euros en crédits d'engagement, en très légère augmentation (0,11 %) par rapport au budget 2014-2020. "Inacceptable", ont déclaré, comme attendu, les Pays-Bas. "Le niveau de dépense ne doit pas dépasser le 1 % du revenu national brut" de l'UE, a enchaîné la Suède – la Commission estime le poids du prochain budget annuel à 1,114 % du RNB européen. L'Autriche, le Danemark et la Finlande sont sur la même ligne dure.

La Belgique émet des réserves concernant les droits de douane

A l'autre bout du spectre, les pays d'Europe centrale qui plaident pour un budget en augmentation et, surtout, s'inquiètent des coupes dans le budget de la cohésion (environ 7%), dont ils sont les premiers bénéficiaires. Ils voient par ailleurs d'un mauvais œil le lien que veut établir la Commission entre le respect de l'état de droit et l'octroi de fonds européens. La Pologne dénonce "une mainmise du pouvoir de la Commission", qui la prie instamment de revoir les législations qui rognent l'indépendance du pouvoir judiciaire. En revanche, les pays d'Europe occidentale, dont la France, les Pays-Bas et la Belgique, soutiennent cette "conditionnalité".

Opposés sur certains sujets, certains Etats membres se retrouvent sur d'autres. Ainsi, concernant la Pac, les pays d'Europe centrale trouvent en la France un support de poids. Si elle est globalement satisfaite du projet de CFP, "la France ne peut pas accepter sa baisse drastique qui revient à faire supporter par la Pac une part disproportionnée du coût du départ du Royaume-Uni", a averti la ministre Nathalie Loiseau. L'Espagne, l'Italie, l'Irlande, la Grèce, entre autres, ont aussi exprimé des inquiétudes à ce sujet.

La proposition de CFP 2021-2027 est "un bon point de départ", a commenté le représentant permanent de la Belgique auprès de l'UE, François Roux. Il a cependant émis de nettes réserves quant à la volonté de la Commission de réduire à 10 %, au lieu de 20 %, la part des droits de douanes – une des ressources propres de l'UE – qui retournent dans les caisses des Etats membres. Dont coût pour la Belgique: 200 millions d'euros. D'autant plus lourd à supporter, a précisé M. Roux, qu'elle sera un des Etats membres les plus affectés par le Brexit, "avec une perte de 1 à 3 % du PIB, selon les scénarios" et qu'elle devra investir pour renforcer les contrôles douaniers.

Le commissaire Oettinger a appelé les uns et les autres "à faire preuve de flexibilité", disant son espoir d'aboutir à un accord avant les élections européennes de 2019. Peu probable, tant il sera difficile de rapprocher les positions, puis de conclure un accord avec le Parlement européen en un an. "Bonne chance pour ces décisions futures et difficiles", a glissé lors de son intervention le ministre d'Etat britannique chargé du Brexit, Martin Callanan.